



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/793  
14 octobre 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres du Conseil de sécurité la communication ci-jointe, datée du 13 octobre 1997, qu'il a reçue du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Hans Blix.

ANNEXE

Lettre du 13 octobre 1997, adressée au Secrétaire général  
par le Directeur général de l'Agence internationale de  
l'énergie atomique

Le 31 octobre 1996, j'ai informé par écrit votre prédécesseur (S/1996/906, annexe) des faits les plus récents concernant l'application des garanties en République populaire démocratique de Corée et de diverses circonstances y ayant trait. Ayant présenté un rapport sur ce pays à la Conférence générale de l'Agence (GC(41)/17 du 18 août 1997) à sa quarante et unième session ordinaire, et la Conférence ayant adopté sa résolution GC(41)/RES/22, je crois opportun de vous mettre au courant de l'état actuel des choses. Vous trouverez ci-joint un exemplaire des deux documents que je viens d'évoquer.

Comme le laissait prévoir ma lettre du 31 octobre 1996, une septième série de discussions techniques s'est tenue à Pyongyang du 20 au 24 janvier 1997. Elle n'a pas non plus permis de réaliser de progrès dans le domaine de la préservation des informations ni dans celui de mesures techniques d'importance décisive, comme le prélèvement d'échantillons de déchets liquides à l'usine de retraitement coréenne qui permettrait de vérifier que ces déchets n'ont été ni déplacés ni utilisés. Cela étant, le 11 juin 1997, j'ai informé le Conseil des gouverneurs de l'Agence que le rapport de 1996 sur la mise en oeuvre de l'accord de garanties faisait état de l'impossibilité dans laquelle l'Agence se trouvait encore de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité de la déclaration initiale de la République populaire démocratique de Corée, et, donc, de conclure qu'aucune matière nucléaire n'avait été détournée.

Comme vous l'indiquera mon rapport GC(41)/17, au moment de la Conférence générale de 1996, aucun fait nouveau ne nous avait engagé à modifier cette position. J'ai cependant fait remarquer que la République populaire démocratique de Corée avait à maintes reprises répété que les progrès des discussions techniques étaient liés à ceux de la mise en oeuvre du Cadre agréé. Le secrétariat de l'Agence pense donc que l'ouverture du chantier sur le site du réacteur à eau ordinaire ne sera pas sans conséquence.

Au vu des informations rapportées ci-dessus et des renseignements supplémentaires que je lui fournissais dans mon rapport sur les activités de l'Agence en République populaire démocratique de Corée, la Conférence générale a adopté à sa quarante et unième session ordinaire sa résolution GC(41)/RES/22. Comme dans la résolution GC(40)/RES/4 de 1996, elle s'y déclarait préoccupée par le fait que la République populaire démocratique de Corée continuait de ne pas se conformer à l'accord de garanties, et demandait à ce pays d'apporter son entière coopération à l'Agence pour la mise en oeuvre de l'accord en question et de prendre toutes les mesures que l'Agence pourrait juger nécessaires pour préserver toutes les informations voulues pour la vérification de l'exactitude et de l'exhaustivité de son rapport initial. La Conférence générale a également décidé de rester saisie de la question.

Or, il est apparu depuis un fait nouveau qui vaut d'être mentionné. À l'issue des consultations non officielles de septembre, il est prévu qu'une huitième série de discussions techniques entre les représentants de la

/...

République populaire démocratique de Corée et ceux de l'Agence se tiendraient à Vienne dans la semaine du 20 octobre 1997. Il faut espérer que ces nouveaux pourparlers permettront d'avancer vers la solution des grandes questions encore en suspens, celle notamment de la préservation des informations. Nous ferons de nouveau bien comprendre à nos interlocuteurs que si nous ne nous accordons pas rapidement sur les mesures à prendre pour préserver les informations en question, l'Agence risque d'être entièrement privée des moyens dont elle dispose – déjà affaiblis comme vous vous en souvenez sans doute par le retrait, en mai 1994, des barres de combustible du réacteur de 5 MW, sans que soient appliquées les mesures de sauvegarde exigées par l'Agence – pour vérifier le rapport initial du pays.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et des pièces qui y sont jointes à l'attention du Conseil de sécurité, auquel je continuerai à rendre compte de l'évolution de la situation.

(Signé) Hans BLIX

/...

APPENDICE I

Mise en oeuvre de l'accord entre l'Agence et la République  
populaire démocratique de Corée relatif à l'application de  
garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération  
des armes nucléaires

Rapport du Directeur général à la Conférence générale

1. Dans la résolution GC(40)/RES/4 du 20 septembre 1996, la Conférence générale a notamment décidé :

"D'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante et unième session ordinaire une question intitulée 'Mise en oeuvre de l'accord entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires'."

Le présent rapport a pour objet de fournir des informations à la Conférence générale pour l'examen de ce point de son ordre du jour.

SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DES GARANTIES  
EN RPDC AU MOMENT DE LA QUARANTIÈME SESSION ORDINAIRE DE  
LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

2. Le rapport présenté par le Directeur général à la Conférence générale en 1996 dans le document GC(40)/16 daté du 20 août 1996 retraçait l'historique des développements intervenus au cours de l'année précédente dans l'application des garanties en République populaire démocratique de Corée en vertu de l'accord de garanties de la République populaire démocratique de Corée avec l'Agence (INFCIRC/403) et décrivait ces développements. Il s'agissait notamment de la reprise des inspections ad hoc et régulières (exigées par l'accord de garanties) à partir de mars 1996, mais seulement dans les installations non soumises au gel; du commencement en avril 1996 des opérations de mise sous étui des barres de combustible usé au réacteur de puissance expérimental de 5 MW; de la vérification de ces barres grâce à des mesures effectuées par les inspecteurs de l'Agence, lesquelles n'avaient cependant fourni aucune information sur la quantité totale de plutonium contenue dans les barres de combustible usé; des premiers entretiens tenus en juin 1996 au sujet d'une note de l'Agence, communiquée en septembre 1995, sur la préservation des informations qui doivent rester disponibles pour permettre à l'Agence de vérifier ultérieurement l'exactitude et l'exhaustivité de la déclaration initiale soumise par la République populaire démocratique de Corée conformément à l'accord de garanties de cette dernière; de la communication par la République populaire démocratique de Corée en juin 1996 de sa proposition sur la préservation des informations, qui ne portait cependant que sur les installations qui avaient déjà été inspectées par l'Agence et non sur d'autres installations et emplacements, ne couvrait pas toutes les informations requises et ne prévoyait pas de mesures pour préserver ces informations.

3. Le rapport de l'an dernier GC(40)/16 indiquait que de nouveaux entretiens techniques entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée

/...

étaient prévus pour septembre 1996 à Vienne, mais ces entretiens n'avaient pas encore eu lieu au moment de la session de 1996 de la Conférence générale. Il était mentionné dans ce rapport que les premiers entretiens techniques avaient permis de réaliser des progrès dans certains domaines, mais que la République populaire démocratique de Corée avait continué de refuser un certain nombre de mesures importantes qui étaient restées en suspens depuis la première réunion technique.

4. À la lumière de ces développements et du rapport du Directeur général reproduit sous la cote GC(40)/16, la Conférence générale a adopté la résolution GC(40)/RES/4. Par cette résolution, la Conférence générale a notamment approuvé vigoureusement les mesures prises et félicité le Secrétariat de ses efforts pour mettre en oeuvre l'accord de garanties et contrôler le gel en République populaire démocratique de Corée; elle s'est également déclarée préoccupée par le fait que la République populaire démocratique de Corée continue de ne pas se conformer à l'accord de garanties qu'elle a conclu, a demandé à la République populaire démocratique de Corée de se conformer intégralement à cet accord de garanties et lui a demandé instamment d'apporter son entière coopération à l'Agence pour la mise en oeuvre de cet accord.

DÉVELOPPEMENTS RELATIFS À L'APPLICATION DES GARANTIES  
EN RPDC DEPUIS LA QUARANTIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA  
CONFÉRENCE GÉNÉRALE

5. À la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence, tenue le 3 décembre 1996, le Directeur général a rendu compte de la sixième série de discussions techniques entre l'AIEA et la République populaire démocratique de Corée qui s'est déroulée à Vienne du 23 au 27 septembre 1996. Il a fait observer que, malheureusement, aucun progrès n'avait été enregistré sur les points importants, comme la préservation des informations, et que, compte tenu de cette situation, il avait informé le Conseil de sécurité de l'ONU le 7 novembre 1996 que l'Agence ne pouvait donner aucune assurance que les informations nécessaires étaient effectivement préservées.

6. À une séance du Conseil des gouverneurs tenue le 17 mars 1997, le Directeur général a déclaré que la septième série de discussions techniques, qui s'était déroulée du 20 au 24 janvier 1997 à Pyongyang, avait produit elle aussi de maigres résultats. Aucun progrès n'avait été fait en ce qui concerne la préservation des informations, ni sur la question de l'usine de retraitement, la République populaire démocratique de Corée ayant de nouveau refusé d'accepter des dispositions telles que la mesure des déchets liquides pour vérifier qu'ils ne font pas l'objet de mouvements ou d'opérations. La République populaire démocratique de Corée estimait que les exigences de l'Agence étaient "excessives" et ne correspondaient pas aux progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Cadre agréé entre les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée. Le Directeur général a informé le Conseil que la présence continue d'inspecteurs de l'Agence était assurée dans la zone de Nyongbyon pour surveiller le gel des opérations dans des bâtiments techniques où l'Agence se rend régulièrement et procède à des mesures de vérification. Ces bâtiments se trouvent sur les sites de l'usine de retraitement, de l'usine de fabrication du combustible, du réacteur de 5 MW et des deux grands réacteurs (50 et 200 MW) qui étaient en construction lorsque le gel a commencé. Il a

/...

déclaré également qu'environ 60 % des barres de combustible usé avaient été mises sous étui au réacteur de 5 MW, mais que l'opération ne serait pas terminée avant l'été 1997, et que d'ici là, il faudrait que trois ou quatre inspecteurs restent à Nyongbyon.

7. À une séance du Conseil des gouverneurs tenue le 11 juin 1997, le Directeur général a rappelé qu'il était signalé dans le rapport sur l'application des garanties que l'Agence n'était toujours pas à même de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité de la déclaration initiale de la République populaire démocratique de Corée, ni de conclure qu'il n'y avait pas eu de détournement de matières nucléaires. Le Directeur général a souligné une nouvelle fois qu'aucun progrès n'avait été réalisé sur les questions importantes, et il a dit qu'aucune date n'avait été fixée pour la prochaine série de discussions techniques.

8. À la date du présent rapport, il ne s'était produit aucun fait nouveau justifiant que l'on modifie les analyses présentées en mars et en juin. La République populaire démocratique de Corée ayant affirmé à maintes reprises que les progrès des entretiens étaient liés aux progrès réalisés dans l'application du Cadre agréé, c'est-à-dire à l'ouverture du chantier sur le site du réacteur à eau ordinaire, le Secrétariat ne pense pas qu'une réunion fructueuse des équipes techniques puisse avoir lieu d'ici là.

9. Malheureusement, l'Agence et la République populaire démocratique de Corée continuent à avoir des vues fondamentalement opposées en ce qui concerne la situation actuelle de l'accord de garanties. La République populaire démocratique de Corée considère que l'acceptation des mesures nécessaires pour permettre à l'Agence de contrôler le gel relève uniquement du Cadre agréé et non de l'application de l'accord de garanties. L'Agence considère quant à elle que l'accord de garanties conclu avec la République populaire démocratique de Corée est contraignant et toujours en vigueur. La République populaire démocratique de Corée a indiqué que jusqu'à l'achèvement d'une partie importante du projet de REO, mais avant la livraison de composants nucléaires essentiels, l'Agence ne pouvait mener des inspections ad hoc et régulières au titre de l'accord de garanties que dans des installations non soumises au gel. Ainsi, depuis 1996, la République populaire démocratique de Corée a autorisé des inspections ad hoc dans les emplacements hors installation qui contiennent de petites quantités de matières nucléaires, en plus des inspections dans des installations non soumises au gel.

10. La coopération avec la République populaire démocratique de Corée reste limitée. La République populaire démocratique de Corée a accepté certaines activités de vérification, telles que les mesures de confinement et surveillance que l'Agence a besoin de prendre pour surveiller le gel, mais a refusé par exemple que l'Agence installe du matériel de surveillance dans les réservoirs de déchets nucléaires, qu'elle prélève des échantillons ou effectue des mesures dans tout emplacement de l'usine de retraitement ou qu'elle exécute d'autres activités, comme il est indiqué plus haut. De plus, la République populaire démocratique de Corée a refusé que des mesures soient effectuées pour évaluer la quantité totale de plutonium contenue dans les barres de combustible usé provenant de son réacteur de 5 MW.

11. En outre, il est apparu clairement ces 12 derniers mois que l'Agence et la République populaire démocratique de Corée interprétaient différemment les conditions d'application du gel au réacteur de 5 MW, à l'usine de fabrication de combustible et à l'usine de retraitement. Le problème réside dans l'accès à accorder aux inspecteurs sur le site d'une installation précise pour qu'ils puissent visiter par intervalles des bâtiments techniques qui n'avaient pas été soumis au gel en novembre 1994 du fait que la République populaire démocratique de Corée avait alors déclaré que la portée des opérations avait été modifiée. L'Agence estime que ces visites sont nécessaires pour surveiller le gel du programme nucléaire concernant les réacteurs modérés par graphite et les installations connexes. Les procédures convenues avec la République populaire démocratique de Corée prévoient la visite des bâtiments techniques où la portée des opérations a été modifiée. Sans ces visites, la surveillance du gel se limiterait à certains bâtiments où l'Agence applique ses garanties, notamment en effectuant des inspections. La République populaire démocratique de Corée a indiqué qu'elle avait consenti à appliquer le gel aux bâtiments techniques qui sont directement liés au programme nucléaire mais pas à ceux qui y sont indirectement liés. Par conséquent, elle ne pouvait envisager d'autoriser les inspecteurs de l'Agence à les visiter qu'au cas par cas à la demande de l'Agence et non au titre d'un droit dont ils disposeraient. Cette question n'est pas encore résolue.

12. En 1997, les moyens de communication se sont améliorés entre les inspecteurs de l'Agence en République populaire démocratique de Corée et le siège de l'Agence de même qu'entre les départements des garanties du Département général de l'énergie atomique de la République populaire démocratique de Corée et de l'Agence. La République populaire démocratique de Corée a également accepté la désignation d'inspecteurs supplémentaires.

13. De plus, en janvier 1997, la République populaire démocratique de Corée a indiqué que le graphite nucléaire qui avait été fabriqué pour être utilisé dans le réacteur de puissance de 50 MW devait être soumis à la surveillance de l'Agence. Environ la moitié des blocs de graphite requis a été présentée à l'Agence, et il a été déclaré que la fabrication de ces blocs et d'autres équipements et composants liés au nucléaire était arrêtée depuis juillet 1993. On attend une confirmation officielle de cette déclaration par la République populaire démocratique de Corée.

14. L'opération de mise sous étui des barres de combustible usé provenant du réacteur de 5 MW, qui a démarré en avril 1996, est achevée à environ 90 %. Les barres ont été mises dans des conteneurs sur lesquels les scellés de l'Agence ont été apposés, en plus des mesures de surveillance actuelles. Les barres restantes, pour la plupart entreposées à sec, devraient être mises dans des conteneurs plus tard dans l'année. Normalement, quatre inspecteurs, qui sont relayés toutes les quatre semaines, sont présents en permanence dans la zone de Nyongbyon. Lorsque l'opération de mise sous étui sera achevée, deux inspecteurs au moins resteront à Nyongbyon pour poursuivre les activités requises.

APPENDICE II

Mise en oeuvre de l'accord entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Résolution adoptée le 3 octobre 1997 à la neuvième séance plénière

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ENTRE L'AGENCE ET LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE RELATIF À L'APPLICATION DE GARANTIES DANS LE CADRE DU TRAITÉ SUR LA NON-PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES

La Conférence générale,

a) Rappelant les résolutions du Conseil des gouverneurs GOV/2436 du 25 février 1993, GOV/2639 du 18 mars 1993, GOV/2645 du 1er avril 1993, GOV/2692 du 23 septembre 1993, GOV/2711 du 21 mars 1994 et GOV/2742 du 10 juin 1994, ainsi que ses résolutions GC(XXXVII)/RES/624 du 1er octobre 1993, GC(XXXVIII)/RES/16 du 23 septembre 1994, GC(39)/RES/3 du 22 septembre 1995 et GC(40)/RES/4 du 20 septembre 1996,

b) Prenant note du rapport du Directeur général publié sous la cote GC(41)/17,

c) Rappelant en outre la résolution 825 (1993) adoptée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 11 mai 1993, ainsi que les déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité le 31 mars 1994, le 30 mai 1994 et le 4 novembre 1994, et en particulier la demande tendant à ce que soient prises toutes les mesures que l'Agence peut juger nécessaires pour vérifier que la République populaire démocratique de Corée (RPDC) se conforme intégralement à son accord de garanties avec l'Agence,

d) Notant que la RPDC a décidé de rester partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et réaffirmant que l'accord de garanties conclu entre l'AIEA et la RPDC (INFCIRC/403) dans le cadre du Traité continue d'avoir force obligatoire et demeure en vigueur,

e) Notant également que la RPDC a déclaré qu'elle a l'intention de se conformer intégralement à l'accord de garanties et que les discussions se poursuivent entre l'AIEA et la RPDC au sujet des questions de garanties en suspens,

f) Notant avec regret qu'aucun progrès n'a été réalisé au cours de ces discussions en ce qui concerne des questions importantes telles que la préservation des informations,

g) Regrettant le retrait de la RPDC de l'Agence et exprimant l'espoir que la RPDC y adhèrera à nouveau,

/...



1. Approuve vigoureusement les mesures prises par le Conseil des gouverneurs et félicite le Directeur général et le Secrétariat de leurs efforts impartiaux pour mettre en oeuvre l'accord de garanties entre l'AIEA et la RPDC;

2. Félicite le Secrétariat des efforts qu'il déploie pour contrôler le gel des installations spécifiées en RPDC comme l'a demandé le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies;

3. Se déclare préoccupée par le fait que la RPDC continue de ne pas se conformer à l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'AIEA et demande à la RPDC de se conformer intégralement à cet accord de garanties;

4. Demande instamment à la RPDC d'apporter son entière coopération à l'Agence pour la mise en oeuvre de l'accord de garanties et de prendre toutes les mesures que l'Agence peut juger nécessaires pour préserver toutes les informations voulues pour la vérification de l'exactitude et de l'exhaustivité du rapport initial de la RPDC sur le stock de matières nucléaires soumises aux garanties jusqu'à ce que la RPDC se conforme intégralement à son accord de garanties;

5. Décide de rester saisie de cette question et d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-deuxième session ordinaire une question intitulée "Mise en oeuvre de l'accord entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires".

-----